

Annulation de la dette africaine

Partage international n° [211](#) - Mars 2006

Le fardeau de la dette des nations africaines pauvres continue de diminuer au fur et à mesure que les engagements pris par la communauté internationale en 2005 sont honorés.

Les Etats-Unis ont accepté d'annuler 280 millions de dollars de la dette de la Zambie, le Japon et la France ont agi de même, cela a réduit la dette du pays de plus d'un milliard de dollars. Quand tous les prêteurs auront ainsi annulé leurs créances, l'emprunt extérieur de la Zambie sera passé de 7 milliards de dollars à moins de 860 millions de dollars - ce qui sera gérable pour une économie soutenue par une forte demande pour sa principale source d'exportation, le cuivre.

En décembre 2005, le Fond monétaire international a annoncé l'annulation de 3,3 milliards de dollars de dettes envers l'organisation par 19 pays les plus pauvres du monde - la plupart d'entre eux étant africains : Bénin, Bolivie, Burkina Faso, Cambodge, Ethiopie, Ghana, Guyane, Honduras, Madagascar, Mali, Mozambique, Nicaragua, Niger, Rwanda,

Sénégal, Tadjikistan, Tanzanie, Uganda et Zambie. Mais il subsiste encore des nations africaines avec des dettes colossales. Par exemple, plus de la moitié de la dette du Nigeria a été annulée, mais il reste encore une dette de 12 milliards de dollars. Beaucoup soutiennent qu'avec l'augmentation record du prix du pétrole, première exportation du pays, le Nigeria ne devrait pas avoir de difficultés à régler le solde de sa dette, sous réserve qu'il s'attaque à la corruption considérée comme le premier obstacle au progrès, mais les militants demandent que la totalité de la dette soit annulée.

Afrique

Sources : BBC, Grande-Bretagne

Thématiques : [politique](#), [Économie](#)

Rubrique : [Les priorités de Maitreya](#) (« Pour aider les hommes dans leur tâche, Maitreya, l'Instructeur mondial, a formulé certaines priorités. Assurer à tous un approvisionnement correct en nourriture ; procurer à tous un logement convenable ; fournir à tous soins médicaux et éducation, désormais reconnus comme un droit universel. » Le Maître de Benjamin Creme, Partage international, janvier 1989. Dans cette rubrique, notre rédaction aborde les questions relatives aux priorités énoncées par Maitreya et présente des expériences orientées dans cette direction.)